



## INTERSYNDICALE DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC D'OCCITANIE

### LE MINISTRE N'A PAS LA CONFIANCE DES PERSONNELS !

A l'appel de l'intersyndicale, des dizaines de personnels venus de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie se sont à nouveau mobilisés, après l'action du 2 avril à la DRAAF de Toulouse et celle du 5 avril à Castelnaudary, le mardi 9 avril 2019 à l'ouverture de la session de lancement du nouveau bac STAV qui avait lieu à l'École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole dans le complexe d'enseignement agricole de Toulouse-Auzeville.

Après avoir échangé avec les participant·es à cette session, les manifestant·es ont pu s'exprimer dans l'amphithéâtre pour expliquer les raisons de ce mouvement, recueillant des applaudissements. Les manifestant·es réuni·es en AG ont décidé de retourner dans l'amphithéâtre pour faire une classe non dédoublée et porter des questions cruciales pour l'enseignement agricole public, à nouveau sous des applaudissements :

- Comment rester attractifs alors que vous vous apprêtez à supprimer les spécificités de l'enseignement agricole : ESC, effectifs réduits et suivi personnalisé des élèves ?
- Comment pouvons-nous communiquer aux familles ?
- Comment harmoniser la répartition des heures non affectées pour assurer une cohérence et une équité de tou·tes les candidat·es au bac STAV et dans tous les établissements ?
- Dans quelle mesure prendre en compte les difficultés des élèves et assurer leur sécurité en supprimant les seuils de dédoublement ?
- Quelles sont les heures qui préparent au « grand oral » ?
- Quelle sera la place du stage dans la formation STAV? Comment sera-t-il évalué ?
- A combien de temps estimez-vous l'espérance de vie des lycées agricoles publics ?
- Quand comptez-vous remettre au centre des préoccupations la formation des jeunes ?

Ces questions seront transmises au ministre et au directeur général. Les manifestant·es seront très attentif·ives aux réponses qui y seront apportées.

Les personnels revendiquent une autre réforme du bac STAV, une autre réforme de la filière générale, le maintien de seuils impératifs et un collectif budgétaire afin d'augmenter les moyens de l'enseignement agricole public. Ils exigent que la voie professionnelle scolaire ne soit pas sacrifiée sur l'autel du « tout-apprentissage ».

Ils restent déterminés et appellent à étendre et renforcer la mobilisation. La grève du 9 mai 2019 pour la défense de la Fonction publique et contre la politique du gouvernement en matière d'éducation doit en être une étape.

Toulouse, le 9 avril 2019